

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 3 Novembre 2003

Se réappropriar sa vie

Comparer la structure de consommation des ménages d'aujourd'hui (en France) avec celle d'il y a quarante ans est très instructif :

(à partir du numéro

hors série Alternatives Economiques 4^{ème} trimestre 2002)

	en 1960	en 2000	
Logement, chauffage		11 %	19 %
Loisirs, culture, hôtel-café-restaurant, alcool-tabac, communication	19 %	18 %	
Transports	9 %	12 %	
Santé	6 %	13 %	
Alimentation	23 %	11 %	
Education	6 %	7 %	
Autres biens et services	6 %	6 %	
Consommation non marchande (hors santé, éducation)	3 %	5 %	
Equippedement du logement		8 %	5 %
Habillement		10 %	4 %

(ces nombres sont donnés en %, mais il faut garder en tête que la consommation a fait un bond spectaculaire entre 1960 et 2000)

La part des dépenses d'alimentation a chuté de 23 % à 11 %, celle de l'habillement de 10 % à 4 % : ceci s'explique par les énormes gains de productivité entre les deux dates. En revanche, celle du logement-chauffage a fait un bond de 11 % à 19 % (spéculation immobilière due à la rareté organisée du logement, hausse du prix de l'énergie), celle de la santé de 6 % à 13 % (plus grande exigence de l'utilisateur du service de santé, vieillissement de la population), et nous dépensons davantage pour les transports (pas tant pour les voyages d'agrément que pour les trajets quotidiens domicile-travail, plus longs car la hausse des loyers pousse les travailleurs dans des banlieues toujours plus lointaines).

Sommes nous plus heureux en 2003 qu'en 1960 ? Nous vivons à coup sûr dans des conditions plus confortables, nous avons presque tous (plus de 80 % des ménages) un réfrigérateur, une télé couleur, un lave-linge, le téléphone, une automobile ; plus de la moitié des ménages disposent en outre d'un magnétoscope, d'un four à micro-ondes, d'une chaîne hi-fi, d'un téléphone portable... Beaucoup possèdent même des gadgets dont l'utilité est plus contestable : lave-vaisselle, micro-ordinateur, sèche-linge (plus de 30 % des ménages), ou même accès à l'internet (18 % des ménages en 2001) (même source).

Mais nous vivons avec l'inquiétude du lendemain (beaucoup d'entre nous pensons que la vie de nos enfants sera plus difficile que la notre), dans le stress (trouver un emploi, garder son emploi) ; les jeunes ont beaucoup de difficulté à s'insérer dans la vie active ; si la durée du travail a diminué, le temps libre n'a pas augmenté dans les mêmes proportions car la durée des trajets domicile-travail a souvent augmenté ; la pollution s'est accrue...

Si la satisfaction de nos besoins matériels élémentaires (se nourrir, s'habiller) progresse (pour la plupart d'entre nous), si dans l'ensemble nous bénéficions d'une meilleure santé, d'une meilleure éducation, d'un environnement culturel plus riche, il reste que, **pour certains besoins fondamentaux, nous n'avons pas fait de réels progrès** : avoir plus de temps à soi, pour s'occuper de ses proches ; s'épanouir dans son travail ; participer à la vie de la cité ; se sentir utile, reconnu ; mieux maîtriser sa vie.

Quelle sera la structure de consommation des ménages **dans 40 ans** ? Cela dépend beaucoup de nos **choix** (politiques) d'aujourd'hui.

La tendance lourde est que le prix des logements augmentera fortement... **sauf si** on se décide à construire de nombreux logements (et en particulier des logements sociaux).

Le prix de l'énergie va croître de façon considérable, ce qui va alourdir sensiblement la facture pour le chauffage et les transports... **mais** on peut résister à cette tendance, pour le chauffage, en développant massivement les capteurs solaires ; et pour les transports en donnant une réelle priorité aux transports en commun, plus sobres, et en rapprochant les travailleurs de leur lieu de travail (grâce à l'utilisation intelligente des technologies de télécommunication).

Les dépenses de santé vont continuer à augmenter, car cela traduit un choix de société. **Mais** sans doute peut-on limiter cette augmentation, en faisant la chasse aux profits abusifs des grands groupes pharmaceutiques, en mettant en œuvre résolument une médecine préventive, et en transférant une partie des dépenses du secteur marchand vers le domaine non marchand (entraide, bénévolat, autogestion de maison de retraite - voir le numéro 2 de « Citoyen du monde à Montrouge », ...).

Les dépenses d'alimentation et d'habillement vont continuer à décroître, par l'effet des gains de productivité qui vont se poursuivre, **mais** cette décroissance peut être accélérée par d'autres choix de vie : cultiver son jardin, ne pas succomber à la dictature des modes et des marques (mais jouer avec la farfouille, la récupération, le bricolage créatif).

La société qui se construit sous nos yeux, où tout est marchandise, n'est pas en mesure de satisfaire nos besoins fondamentaux. Au contraire, elle accroît mécaniquement les inégalités et les frustrations. Tant il est vrai, comme le disait Gandhi, qu'« il y a assez pour satisfaire les besoins, mais pas assez pour satisfaire le désir de possession » (cité par Patrick Viveret, dans une très intéressante conférence « reconsidérer la richesse » à Clamart le 17 octobre). Et si on n'y met pas bon ordre, elle finira par détruire les ressources de la planète, et par rendre ce monde tout bonnement invivable. Ne croyons pas les économistes pour lesquels « hors la croissance, point de salut ».

Car il est possible de suivre une autre voie. Il faut soustraire la santé, l'éducation, la culture, à la boulimie des grandes firmes internationales qui n'ont de cesse de s'en emparer. Ces domaines doivent rester sous le pilotage de la puissance publique (c'est-à-dire in fine de nous, citoyens), avec une participation accrue des usagers de ces services publics. Cela est également vrai de l'eau (quel besoin plus vital ?), des transports, du logement... Il faut **prévoir** les vrais besoins, **planifier démocratiquement** les investissements collectifs (urbanisme, infrastructures de transports, production d'énergies renouvelables). Il faut poursuivre la réduction du temps de travail, pour avoir plus de temps libre et retrouver une plus grande **fraternité**.

La gestion intelligente des déchets est une priorité. Excréments humains compris

Aujourd'hui, le problème, c'est l'eau. Pour diluer un simple pipi, les réservoirs des toilettes affichaient, il n'y a pas si longtemps, 11 litres de contenance. Avec les chasses à double déclencheur, on a divisé par deux ou par trois, mais c'est toujours de l'eau potable qui file dans la grosse canalisation. Dans les pays occidentaux, des stations d'épuration traitent ces eaux chargées. Mais ailleurs ? En Inde, presque tout va à la rivière. Alors, vive les toilettes sèches. Dans une maison écologique allemande, les cacas accumulés de la famille tenaient dans une boîte à chaussures, sous forme de granulés d'engrais humain prêts à l'épandage, à la suite d'un processus de transformation en compost parfaitement hygiénique. Des bâtiments ou des lotissements en sont équipés dans les pays du nord de l'Europe. (Politix, 13 novembre 2003).

50 000 participants ont débattu au Forum Social Européen du 12 au 15 novembre

Quelle autre force politique serait capable de mobiliser autant ? Les idées lancées par ATTAC font leur chemin en France et dans le reste de l'Europe (on note la présence marquée de jeunes espagnols, italiens, allemands, suédois ou ressortissants d'Europe centrale). C'est presque « plus altermondialiste que moi, tu meurs » !

Jacques Chirac : « je tiens à rendre hommage au travail important qui a été fait par le contre sommet (d'Evian, en juin 2003), qui a apporté un certain nombre d'idées dont il ne faut pas s'imaginer qu'elles sont destinées à être simplement mises sur les étagères ».

Alain Juppé : « il faut donner des règles » à la mondialisation. « L'accélération des délocalisations provoque des inquiétudes et les inégalités nourrissent la misère, terreau du terrorisme ». « Il faut avoir une bonne dose d'optimisme ou d'aveuglement pour considérer que la mondialisation telle qu'elle est va contribuer aux solutions de nos problèmes ».

Luc Ferry : « on trouve [dans le mouvement altermondialiste] le pire et le meilleur : le recyclage de l'extrême-gauche, mais aussi le romantisme à côté de discours très structurés comme celui d'ATTAC. J'étais l'année dernière à Porto Alegre et j'ai eu plaisir à débattre avec les représentants d'ATTAC ».

Laurent Fabius « prend très au sérieux l'altermondialisme ».

François Hollande : « au sein de notre propre famille politique l'effet de Porto Alegre ou de Gènes a été celui d'une prise de conscience pour beaucoup d'entre nous. Nous avons été très longtemps en retard. »

JP Chevènement : « la gauche française et européenne, pour redonner un sens à son action, doit d'abord faire une analyse rigoureuse de la mondialisation qu'elle critique en parole mais dont elle s'accommode dans les faits ». « Les coûts de la mondialisation pèsent essentiellement en Europe sur les travailleurs de l'industrie, affrontés aux licenciements et à des reclassements de plus en plus difficiles. On comprend que la classe ouvrière se détourne de ceux qui ne la défendent pas (ou plus) pour se jeter dans les bras des démagogues d'extrême-droite. »

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, ancien conseiller de Bill Clinton, dénonce les erreurs des années 1990 : « L'Amérique latine prend peu à peu conscience du fait que le type de capitalisme qu'on lui a vendu, le « consensus de Washington », était peut-être celui que prêchait le département du Trésor des Etats-Unis, mais pas celui que pratiquaient les Etats-Unis. Il y avait, dans certains domaines, consensus à Washington pour estimer le consensus de Washington mauvais pour les Etats-Unis, quelles que fussent ses vertus pour le reste du monde, ou quel que fut l'avantage, pour servir les intérêts américains, d'amener les autres à agir autrement que les Américains. »

François Bourguignon (vice-président de la Banque mondiale): les inégalités ont augmenté au cours des vingt dernières années dans le monde ».

Chine

La Chine se hisse au 3^{ème} rang mondial en recherche et développement.

4 jeunes intellectuels ont été condamnés à des peines allant de 8 à 10 années de prison pour avoir dénoncé sur internet les injustices que subissent les paysans chinois (racket fiscal, expropriations,...)

Etats-Unis

L'économie mondiale dépend d'un consommateur américain dont l'endettement ne cesse d'augmenter. Les ménages américains ne peuvent pas à la fois consommer plus que ce qu'ils gagnent et épargner. La dette représente aujourd'hui en moyenne 115% de leur revenu disponible à comparer à 55%, par exemple, en France. Le service de la dette représente 14 % des revenus.

Le secteur de la culture, au sens large, est le premier poste à l'exportation des Etats-Unis, devant l'aéronautique.

Europe

Jean-Paul Fitoussi : « nos pays sont déjà sur des points essentiels « cogérés » par leur gouvernement et par l'Europe –au travers de ses institutions : conseil européen, commission, Banque centrale européenne, parlement, Cour de justice, etc. c'est ainsi que le projet de loi de finances français doit être soumis à la Commission, avant que d'être présenté à l'Assemblée nationale. C'est ainsi encore que des plans de soutien à des entreprises décidés par le gouvernement doivent être modifiés pour tenir compte des observations de la commission. **De mauvais compromis en mauvais compromis**, le risque aujourd'hui n'est-il pas de rendre l'Europe encore plus complexe, encore moins gouvernable, encore moins efficace ?

Klaus Hänsch (eurodéputé social-démocrate) : « le projet [de constitution européenne] est clairement moins libéral que les projets actuels », « une constitution ne fait pas une politique ». Pour avoir une politique de gauche en Europe, « il faut d'abord gagner les élections ».

Pierre Moscovici (PS): « non seulement ce texte ne comprend aucun recul par rapport aux traités existants, mais il les corrige. En introduisant une base juridique sur les services publics, en incluant le plein emploi ou le développement durable parmi les objectifs de l'Union. »

France

Le textile et l'habillement français accélèrent leur **délocalisation**. En 2002, en France, 20% des entreprises de confection ont transplanté à l'étranger tout ou partie de leur production. A leur tour, les filatures, les ennoblisseurs, les teinturiers subissent la mondialisation. Pour rester en France, des industriels tentent de se tourner vers le haut de gamme. La Chine s'est imposée comme un leader incontestable.

Certes, le processus ne date pas d'hier, mais il s'accélère, avec la brutale libéralisation des quotas d'importation textile prévue le 1^{er} janvier 2005, du fait du démantèlement des accords multifibres conclus et reconduits depuis 1973. On ne compte plus les fermetures d'établissements et les licenciements en masse dans les bassins du Nord (textile industriel), la région Rhône-Alpes (fibres synthétiques), Midi-pyrénées (maille), ou les Vosges (coton).

En matière de délocalisation, le coût de la main-d'œuvre reste l'élément moteur. Dans l'habillement, les salaires représentent en France 60 % du coût de fabrication. L'écart du coût du travail horaire, en dollars américains, charges sociales incluses, en 2000, était de 1 à 87 entre le moins cher (Pakistan) et le plus cher (Japon) :

Japon : 21,6 \$; Union européenne : 14 \$; France : 13,8 \$; Portugal : 4,3 \$; Amérique latine : 3 \$; Turquie : 2,2 \$; Europe centrale : 1,9 \$; Maghreb 1,7 \$; Asie : 0,6 \$ (0,6 \$ en Chine, 0,3\$ au Pakistan).

La Tunisie doit à son tour affronter la concurrence de pays moins chers.

Les jeunes sont les premiers touchés par l'augmentation du **chômage** : sur 25300 nouveaux inscrits au chômage en septembre, 20600 ont moins de 25 ans (dont 11 700 hommes). Les moins de 25 ans pâtissent de la décision prise par le gouvernement Raffarin de mettre fin aux emplois-jeunes et de limiter le traitement social du chômage.

Créée en 1984, l'**allocation spécifique de solidarité** (ASS), est une indemnité que l'Etat accorde, sans condition de durée, aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance-chômage. Aujourd'hui, M. Fillon souhaite limiter le versement à deux ans pour les nouveaux entrants, et à trois ans pour ceux qui y sont déjà. Le gouvernement veut permettre aux « sortants de l'ASS » d'accéder directement au RMA (**revenu minimum d'activité**). Le RMA prendra la forme d'un contrat de travail à temps partiel, payé sur la base du SMIC horaire, et s'accompagnera, en principe, d'« actions de tutorat, de suivi (...) et de formation » au profit des allocataires.

Mis à part les « sortants de l'ASS » qui ne sont assujettis à aucune condition d'ancienneté, le RMA est réservé aux personnes qui touchent le RMI depuis un à deux ans (le délai reste à fixer).

Le RMI est attribué sous condition de ressources, en tenant compte des revenus de chaque membre du ménage.

La rémunération des bénéficiaires du RMA ne sera guère plus élevée que le RMI (411 euros par mois pour une personne seule).

160 000 personnes supplémentaires réclameront l'ASS (allocation de solidarité spécifique), plus de 45 000 devraient y être admises. Plus de 40 000 chômeurs pourraient entrer dans le RMI en janvier 2004.

Stéphane Beaud et Michel Pialoux, sociologues : « En milieu ouvrier, des jeunes réussissent moins bien que leurs parents, alors qu'ils sont allés plus loin dans les études. La peur de tomber, de dériver, revient souvent dans les entretiens. On évoque le cas de cette ouvrière de 43 ans, licenciée après 25 ans d'usine, qui a réussi à refaire sa vie. Et l'une de ses filles, titulaire d'un bac F8, se retrouve chez Mac Donald's, travailleuse pauvre en quelque sorte. »

15 % de la population souffre de troubles mentaux.

Hôpitaux : La France a fermé 50 000 lits ces dernières années, conduisant à « une fragilisation du statut des malades les plus gravement atteints, faute de création des structures adéquates. » (rapport remis le 30 septembre au ministre de la **santé**).

Le numerus clausus sera relevé de près de 10% pour les études de médecine en 2004 : les places passent de 5100 à 5600 en première année de médecine, elles augmentent de 2450 à 2600 en pharmacie, de 850 à 930 en odontologie et de 940 à 975 pour les sages-femmes.

Pénurie de **logements** locatifs en Ile de France : 315 000 demandes déposées en 2002. Augmentation des loyers : 5,2 % dans le privé. Construction en chute durant les 4 dernières années: -21 %

Logement. L'effort de l'Etat en faveur des ménages modestes passe de 5,349 à 5,167 milliards d'euros (-3,4%). L'enveloppe consacrée au parc locatif social passe de 474 millions d'euros à 458 (comparaison des lois de finance 2003 et 2004).

La mairie de Paris souhaite aider les classes moyennes à accéder à la propriété : l'objectif d'une production annuelle de 3500 logements sociaux sera maintenu dans le budget 2004. Outre qu'il est ambitieux sur un territoire où le foncier est cher, il ne suffira pas à dégonfler de manière significative le nombre de demandeurs parisiens d'un logement social, qui dépasse aujourd'hui 100 000.

Le Medef opposé à une loi sur le **salaires des dirigeants**. La rémunération des patrons du CAC 40 était en moyenne de 1,8 M euros en 2002. « Si les grands patrons sont payés comme des parlementaires », soit environ 10 500 euros par mois, « vous n'aurez plus une seule grande entreprise en France », a lancé M. Seillière, qui a gagné 1,37 M euros en tant que président de Wendel Investissement en 2002.

La part du salaire dans le PIB, qui était encore de 76 % au cours des années 1970, avoisine les 68 % aujourd'hui. La conséquence immédiate est la forte hausse des inégalités. (Jacques-Marie Vasin)

46 % des cadres entretient une relation de « distance » avec leur **entreprise**, selon l'APEC. Et 16 % supplémentaires se disent même en rupture avec elle.

ATTAC dénonce la formation des professeurs d'économie par le MEDEF.

Depuis le 4 novembre les camions peuvent emprunter une nouvelle voie ferroviaire expérimentale (Chambéry-Turin) pour le fret à travers les Alpes. 7% du trafic routier devrait se reporter sur cette ligne. Le temps de parcours, 3 heures pour 175 km, et le coût, 290 euros par camion, est équivalent à la route. Le chargement et le déchargement des camions sont simples et rapides.

Les Alsaciens ont retrouvé le goût du train : depuis 1997, le nombre de voyageurs sur les lignes ferroviaires d'Alsace a augmenté de 38%, alors qu'il s'effritait de 1% à 2% chaque année. Dorénavant, ce sont 50 trains quotidiens qui parcourent la région, dont la moitié sur l'axe Saverne-Strasbourg-Sélestat-Colmar-Mulhouse, et certains jusqu'à Bâle. Sur la ligne dorsale de la région, le TER roule à 200 km/h et met, par exemple, Strasbourg à 19 minutes de Sélestat et à 50 minutes de Mulhouse, temps impossible à réaliser par la route.

Les députés s'approprient à supprimer les aides aux **transports** collectifs (le montant attendu pour 2004 s'élevait à 238 millions d'euros). Les agglomérations auront la possibilité de relever le versement transport payé par les entreprises, de 1,75 à 2%.

Développement

Il y a quelque chose de choquant dans la disproportion des sommes qui vont être investies en Irak et celles qui vont à l'**aide au développement** en général. L'Irak va bénéficier d'une aide équivalant au tiers de l'ensemble de l'assistance publique mondiale affectée au développement, alors qu'il dispose des deuxièmes réserves de pétrole du monde... En 2004, Washington dépensera 71 milliards de dollars en Irak, et seulement 200 millions pour le fonds mondial contre le Sida, la tuberculose et la malaria, maladies qui feront 8 millions de morts la même année.

Les 191 pays qui s'étaient engagés lors du sommet du millénaire des Nations Unies, en septembre 2000, à réduire de moitié la pauvreté mondiale d'ici à 2015 se sont retrouvés à New York, jeudi 30 octobre. Pour la 6^{ème} année consécutive, les pays en développement ont versé plus d'argent qu'ils n'en ont reçus. L'an dernier, 200 milliards de dollars de moins. Le monde consacre 800G\$ à ses dépenses militaires, et 56 G\$ à l'aide au développement. 54 pays sont plus pauvres qu'en 1990.

Réchauffement de la planète

2003, l'année la plus chaude jamais observée en France depuis le début des relevés météorologiques. La température moyenne de 2003 devrait dépasser de près d'un demi-degré la moyenne 1900-2002.

Le protocole de Kyoto, adopté en décembre 1997, prévoit une réduction des gaz à effet de serre de 5% à l'horizon 2010 par rapport au volume émis en 1990. Pour entrer en vigueur, il doit être ratifié par des Etats représentant 55% des émissions mondiales de gaz carbonique. Depuis le rejet de Georges W Bush –ce fut l'un des premiers actes de son mandat –, la seule possibilité pour rendre le traité opérationnel est l'accord russe. M. Poutine a renvoyé cette ratification aux calendes grecques le 29 septembre.

La principale raison est sans doute que la lutte contre le changement climatique entraînera une baisse de la consommation de pétrole, donc une baisse des revenus de la Russie.

« La surconsommation d'énergie des Etats-Unis, avec les émissions de gaz à effet de serre qui en résultent, est le plus important facteur d'origine humaine du réchauffement de la planète ».

OGM

Des études britanniques mettent en évidence le danger que représenterait, pour l'environnement, la modification génétique du colza, de la betterave, voire du maïs. « Ces études donnent raison, a posteriori, à tous ceux qui, depuis des années, disent, sans qu'on les croie, que les OGM sont nocifs pour l'environnement », souligne un haut fonctionnaire de la Commission.

Pétrole

Selon le scénario construit par l'Agence internationale de l'énergie, la **consommation d'énergie devrait augmenter plus fortement** d'ici à 2030 qu'au cours des trois dernières décennies. La demande des pays développés devrait continuer de croître : + 40% aux Etats-Unis et + 30% en Europe, mais surtout + 134 % pour les pays en développement (+ 119 % pour la Chine, + 188 % pour l'Asie du Sud). On passerait d'une consommation de 5350 millions de « tonnes d'équivalent-pétrole » en 2000 à 9061 en 2030. Et pourtant, l'agence s'appuie sur des prévisions de croissance moindres que les taux observés par le passé (numéro hors série d'Alternatives Economiques du 4^{ème} trimestre 2003).

Le même article donne la répartition des **réserves** mondiales d'énergie non renouvelables (pétrole, gaz naturel, charbon) par zone géographique, qui représentent **40 ans pour le pétrole** au rythme actuel de consommation (donc beaucoup moins – 30 ans ? -, puisque le rythme de consommation s'accélère), 62 ans pour le gaz naturel, 216 ans pour le charbon (toujours au rythme actuel de consommation...). C'est en Europe que les gisements de pétrole seront le plus vite **épuisés (moins de 8ans)**, suivie par l'Amérique du nord (13, 5ans), la zone Asie-Pacifique (15 ans), et la Russie (qui se dépêche de liquider ses ressources : après Poutine, le déluge !). Le monde deviendra complètement dépendant du Moyen-Orient, ce qui n'est pas pour rassurer... et ce qui explique les manœuvres géostratégiques auxquelles on assiste quotidiennement.

La ministre de l'industrie a proposé au premier ministre le lancement de la construction d'un « démonstrateur » d'une **nouvelle génération de réacteurs nucléaires**, l'EPR (european pressurised reactor). L'EPR se situe dans la lignée des réacteurs à eau qui équipent les centrales françaises. La filière présente les mêmes défauts que sa sœur aînée : mêmes difficultés à suivre les fluctuations de la demande d'électricité, mêmes problèmes de refroidissement, mêmes risques d'accident, question des déchets à haute activité et à très longue durée de vie. Le nucléaire est très mal adapté pour répondre à des besoins aléatoires de pointe comme celui de la climatisation. La généralisation de la climatisation des logements est une aberration économique et écologique.

Toutes les études l'ont montré : même en cas de forte augmentation des consommations d'électricité, (+85 % en 2050), aucune centrale supplémentaire n'est nécessaire avant 2022. Ce n'est qu'en 2025 ou 2030 que se posera la question du renouvellement du parc nucléaire.

Ruée sur le **pétrole russe**. Le géant britannique BP crée une co-entreprise avec son homologue russe TNK qui le propulse au même niveau de production que l'américain ExxonMobil, numéro un mondial. BP ajoutera ainsi, en 2003, 1,26 M barils par jour à sa production.

L'Union européenne voudrait voir les prix énergétiques internes pratiqués en Russie alignés sur les prix internationaux. Elle y voit une subvention énorme accordée à l'industrie nationale. La Russie, qui détient 1/3 des réserves mondiales de gaz naturel et fournit 40 % du gaz importé par les quinze, vend cette énergie à ses propres industries à un sixième du prix pratiqué sur le marché européen.

Moscou rétorque qu'une hausse des prix internes serait socialement explosif dans un pays où se chauffer l'hiver est une question de vie ou de mort.

Le projet d'exporter du **gaz naturel bolivien** vers les Etats-Unis et le Mexique par le biais d'un consortium privé international a déclenché émeutes et manifestations dans tout le pays. Le premier motif d'indignation a été que la Bolivie ne recevrait que 18 % de ses ventes d'hydrocarbures. L'appel à la démission de son président, remplacé par son vice-président, était une remise en cause de la politique libérale appliquée par son gouvernement, avec les chaudes recommandations de Washington et du FMI, dont les dégâts sociaux se confirment chaque jour davantage (chronique de Serge Marti)

Erratum : l'adresse donnée dans le numéro 2 pour le site (pertinent et impertinent) de Montbougge était erronée. La bonne adresse est : www.montbougge.net

Au sommaire de Silence : un très intéressant débat sur le commerce équitable (10 objections), et toujours de nombreuses brèves (réunions, rencontres, actions, ...) (abonnement découverte, 6 numéros, 15 euros, à Silence, 9, rue Domange 69004 Lyon)

Au sommaire de « La Révolution Proletarienne » de septembre-octobre 2003 : Alain Tizon et François Lonchamps présentent leur ouvrage « votre révolution n'est pas la mienne » (Ed Sulliver, 18, rue de l'Hôtel de ville, Arles, 14,5 euros) ; les formes actuelles de l'exploitation de l'homme par l'homme, de Jean-Paul Allétru ; L'esclavage et le libre échange, de Daniel Beresniak ; Lettre d'Amérique, de Pierre Aubery ; un texte inédit de Trotsky ; etc.

« La Révolution Proletarienne » est une revue fondée par le syndicaliste Pierre Monatte en 1925, revue à laquelle des personnages tels que Albert Camus, Simone Weil, Robert Debré, Jean Corneé, Jacques Ruffié et bien d'autres ont apporté leur concours (abonnement : Jean Moreau, 26, rue des Rosiers, 75004 Paris, 23 euros).

Courrier des lecteurs

OT : bravo et tous les encouragements d'un animateur du groupe de proximité ATTAC de N. pour cette initiative riche et bien documentée.

CV : sur l'Europe, il faut que tu organises un débat... Je suis contre le projet, parfaitement libéral. Nouveau Monde et Nouveau Parti Socialiste [courants d'opposition internes du PS] idem. L'arroutour organise un débat sur l'Europe sociale (upes.fr ou org).

JPA : mais que se passe-t-il en cas de rejet du projet ? on en reste au traité précédent (Nice ?) et c'est la paralysie de l'Europe ?

CV : En cas de rejet, c'est la Crise. Il en faut une.

A noter dès maintenant : Mercredi 17 décembre : à Montrouge, centre administratif (place Emile Creps), salle du Bar, réunion publique-débat (organisée par ATTAC-Montrouge, avec la participation d'autres associations) sur « le Développement durable ».

Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse. Vous pouvez également consulter le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge>.